



Centre
pour le dialogue
humanitaire

Médiation pour la paix

Le Centre pour le dialogue humanitaire en 2015





Introduction	3
Moyen Orient et Afrique du Nord	7
Afrique	10
Eurasie	14
Asie	16
Développements institutionnels	19

Le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) est une organisation de diplomatie privée fondée sur les principes d'humanité, d'impartialité et d'indépendance. Sa mission est d'aider à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés par le biais du dialogue et de la médiation.

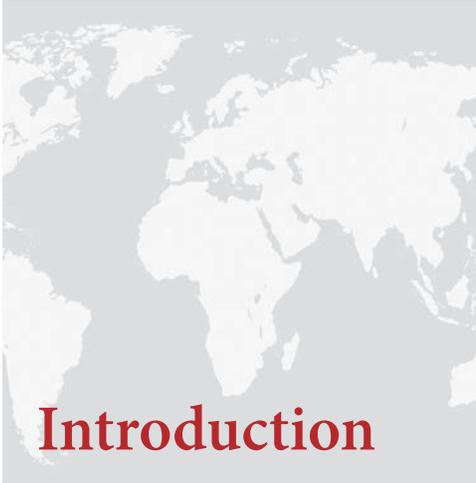
Centre pour le dialogue humanitaire (HD)

114 rue de Lausanne, 1202 – Genève, Suisse

Tél : +41 (0)22 908 11 30 – Email : info@hdcentre.org – Site Internet : www.hdcentre.org

© 2016 - Centre pour le dialogue humanitaire

La reproduction de l'intégralité ou d'une partie de cette publication est sujette à autorisation écrite ainsi qu'à mention de son origine.



Les images de familles désespérées se lançant par milliers sur la route des Balkans et les statistiques glaçantes du nombre de personnes mortes noyées en tentant de rejoindre l'Italie et la Grèce sont autant de témoignages tragiques du coût humain des conflits actuels. L'Europe fait aujourd'hui face à ce qui pourrait être son plus grand afflux de réfugiés depuis la deuxième guerre mondiale. Majoritairement originaires de Syrie, d'Iraq et d'Afghanistan, ils sont presque un million de migrants à avoir traversé les frontières européennes depuis le début de l'année 2015 ; la plupart d'entre eux cherchant à fuir une situation de conflit et d'instabilité. Alors que l'Europe se préoccupe d'évaluer le coût politique, social, financier et sécuritaire de cette crise migratoire, elle pourrait également se poser la question de savoir comment tout cela aurait pu être évité.

En 2015, le Centre pour le dialogue humanitaire (HD) a été en première ligne des efforts internationaux déployés afin de s'attaquer aux causes profondes de cette crise, en travaillant au cœur de certains des plus dangereux conflits au monde. En Syrie, en Libye et en Ukraine, HD s'est appuyé sur son accès unique aux parties en conflit afin de soutenir et compléter les efforts internationaux de rétablissement de la paix. Son engagement dans ces pays ne représente néanmoins qu'une partie d'un plus large portefeuille

d'opérations qui ne cesse de s'étendre. Au cours de l'année 2015, HD est intervenu aux côtés des grandes puissances pour apaiser certains foyers régionaux de tensions. HD a également collaboré avec plusieurs gouvernements et la société civile dans le but de prévenir des violences électorales et des conflits intercommunautaires. Et enfin, HD a aussi aidé des organisations humanitaires à négocier un accès aux populations civiles prises en otage par les conflits dans certains environnements parmi les plus instables au monde.

L'étendue du travail de l'organisation reflète sa détermination indéfectible et ses efforts pour obtenir des résultats concrets dans le cadre de ses opérations : depuis fin 2011, HD a contribué à la conclusion de 30 accords ou déclarations de paix, ou de gestion de conflits.

La croissance enregistrée par HD en 2015 se fonde sur 16 années d'expérience en matière de diplomatie discrète et privée. À celles-ci s'ajoute une analyse rigoureuse des contextes dans lesquels l'intervention de l'organisation peut apporter une valeur ajoutée et permettre d'obtenir des résultats concrets.

Les profonds bouleversements politiques qui sont venus assombrir le tableau des conflits au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie en 2015 ont souligné l'importance cruciale du travail mené par HD. Grâce à ses efforts patients pour établir des relations avec les parties en conflit et leur permettre de communiquer entre elles, HD a démontré sa capacité à éviter l'escalade de la violence et à trouver des voies de négociation vers la paix.

En Syrie et en Libye, deux conflits parmi les plus complexes et inextricables au monde, HD a réussi à engager le dialogue avec un grand nombre de groupes armés au sujet de leur positionnement politique, établissant au passage des voies de communication entre ces groupes armés et les acteurs internationaux. Au Nigéria, l'organisation a capitalisé sur le succès de ses efforts visant à désamorcer les tensions intercommunautaires dans le centre du pays, alors qu'en République centrafricaine, elle a engagé le dialogue avec des groupes armés enclins à une violence explosive. En Ukraine, HD a réussi à maintenir des voies de communication ouvertes, et en Asie, l'organisation a lancé de nouvelles activités avec la Chine et différents acteurs régionaux travaillant sur des mécanismes de prévention des conflits en mer de Chine méridionale.

HD s'engage à garantir que les processus dans lesquels il intervient incluent un éventail le plus large possible d'acteurs concernés.

La croissance enregistrée par HD en 2015 se fonde sur 16 années d'expérience en matière de diplomatie discrète et privée. À celles-ci s'ajoute une analyse rigoureuse des contextes dans lesquels l'intervention de l'organisation peut apporter une valeur ajoutée et permettre d'obtenir des résultats concrets. Partant d'un engagement basé sur les principes d'indépendance, d'impartialité et d'humanité, HD s'appuie sur une longue expérience de la communication avec les belligérants peu accessibles. Son intervention permet ainsi d'établir des contacts au-delà des limites auxquelles se confrontent les acteurs de la diplomatie formelle. Combinant une structure organisationnelle flexible à son siège genevois à l'expertise de terrain de ses bureaux régionaux, HD est en mesure de fournir une réponse efficace aux demandes des acteurs étatiques ou non-étatiques en mobilisant rapidement l'exper-

tise nécessaire pour traiter les problèmes de fond et de forme.

Basée à Genève, l'équipe d'appui à la médiation de HD a soutenu avec efficacité les opérations de l'organisation au Myanmar et en Ukraine en 2015, et a en outre organisé le déploiement d'experts sur les questions électorales, de réforme constitutionnelle et de cessez-le-feu. Par ailleurs, l'équipe a répondu aux demandes d'expertise de l'Union européenne par le biais de sa participation au mécanisme d'aide à la médiation « European Resources for Mediation Support » (ERMES, Ressources européennes pour le soutien à la médiation).

En parallèle, HD a poursuivi le développement de plusieurs initiatives dont le but est de renforcer la pratique de la médiation. HD s'engage à garantir que les processus dans lesquels il intervient incluent un éventail le plus large possible



d'acteurs concernés. Il s'assure notamment de la participation des femmes et des minorités lorsque ces groupes sont en mesure de proposer des solutions créatives et de susciter un soutien plus large en faveur de la réussite d'un processus. A cette fin, HD a mis sur pied une équipe de quatre conseillers au bénéfice d'une expertise linguistique et régionale variée, pouvant traiter les questions d'inclusion. En 2015, ces conseillers ont collaboré avec HD sur 10 projets en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient et en Eurasie.

L'approche de l'organisation en matière d'inclusion souligne son engagement plus large en faveur du développement de « bonnes pratiques » dans le domaine de la médiation et du partage des expériences acquises avec les divers acteurs du secteur. En 2015, HD a notamment renforcé ses méthodes de suivi (monitoring), d'évaluation et d'apprentissage. L'organisation a soumis

ses projets à un examen collégial critique permettant l'incorporation de perspectives et d'idées originales de collègues issus d'autres équipes ou travaillant auprès d'organisations tierces. Onze examens critiques de projet ont été conduits au cours de l'année dans le but de garantir la qualité des jugements professionnels du personnel engagé sur le terrain. De plus, HD a organisé une deuxième table ronde sur les processus d'évaluation des résultats des processus de paix réunissant huit bailleurs de fonds et neuf organisations représentant le secteur de la médiation. Cet événement a permis à HD de partager ses modèles d'évaluation et d'apprentissage et de contribuer à l'élaboration de « bonnes pratiques » pour le secteur. Par ailleurs, quarante membres des équipes HD, en provenance aussi bien du siège que des bureaux régionaux, se sont retrouvés à Genève à l'occasion d'un atelier d'apprentissage interne de trois jours qui leur a permis



Le procureur de la CPI, Mme Fatou Bensouda, parle du lien entre la justice et la paix pendant le Forum d'Oslo, juin 2015.

© Stine Merethe Eid

de discuter des sujets affectant leur travail : engager le dialogue avec les groupes armés ; le dialogue intercommunautaire ; et les questions d'inclusion.

HD a pour objectif de partager de façon proactive son expérience de terrain ainsi que les leçons tirées des processus dans lesquels l'organisation s'est engagée avec la communauté plus large des médiateurs. En coopération avec le Ministère norvégien des affaires étrangères, HD organise chaque année le Forum d'Oslo, un rassemblement de médiateurs qui a pour but de permettre un échange sur les défis auxquels ils sont confrontés dans le cadre de leur travail. A l'occasion de la treizième édition du Forum, le Premier ministre serbe, Aleksander Vučić, a fait une apparition publique aux côtés du Ministre des affaires étrangères du Kosovo, Hashim Thaçi. Le Forum a également permis de rassembler de hauts responsables politiques et représentants du gouvernement afghan et des Talibans afin de discuter des grandes lignes d'un éventuel processus de paix. La séance plénière d'ouverture au cours de laquelle le Président colombien, Juan Manuel Santos, s'est exprimé sur la complexité du processus de paix dans son pays, a également représenté un moment fort de l'événement, tout comme une discussion sur les réponses possibles face à la montée en puissance de Daesh, et l'allocution de Fatou Bensouda, Procureure générale de la Cour pénale internationale, sur le lien entre la justice et la paix. Tout au long de l'année, HD a également continué à œuvrer au développement de partenariats avec des institutions académiques et de recherche telles que l'Institut des hautes études internationales et du développement (Graduate Institute) de Genève, le Centre de politique de sécurité de Genève (Geneva Centre for Security Policy) et l'Institut Clingendael. ■



Moyen-Orient et Afrique du Nord

En **Syrie**, où, en 2015, le conflit est entré dans sa cinquième année, HD a maintenu et développé des contacts avec le régime syrien, les principaux groupes armés de l'opposition, et les Kurdes de Syrie. HD a également facilité la communication et l'organisation de réunions pour l'Envoyé spécial des Nations unies pour la Syrie, Staffan de Mistura, tout en s'engageant auprès des principaux acteurs internationaux et régionaux de la crise syrienne.

HD a rencontré des représentants du gouvernement syrien à plusieurs reprises afin d'explorer d'éventuelles pistes en matière de réforme politique ainsi que d'accords locaux qui permettraient de désamorcer le conflit. En parallèle, HD a consolidé son réseau de contacts auprès d'un grand nombre de groupes armés d'opposition (à l'exception de Daesh et Jabhat al Nusra) dont les activités se concentrent au nord, au centre et au sud du pays. En avril, HD a aidé à la mise en place d'un « groupe de contact » qui a pour objectif de fournir une plateforme politique aux principales factions armées d'opposition. Le groupe s'est réuni sept fois au cours de l'année ; il est ainsi parvenu à la formulation d'une déclaration de consensus sur le processus mené par l'ONU et sur les fondements nécessaires à une transition politique dans le pays. HD s'est éga-

lement rendu à plusieurs reprises au nord-est de la Syrie, en territoire contrôlé par les Kurdes, afin de rencontrer des représentants de groupes kurdes et arabes et de faciliter la détermination des grandes lignes d'une proposition pour des accords de coopération entre les deux parties.

Tout au long de sa mission, HD a travaillé en étroite liaison avec les acteurs internationaux. HD a organisé des réunions bilatérales avec plusieurs États dont les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne, la Suède, les Pays-Bas, la Suisse, la Norvège, l'Arabie Saoudite, l'Iran, la Turquie, la Jordanie et l'Égypte, ainsi qu'avec l'Union européenne. L'objectif de ces réunions était de tenir les représentants de ces pays informés des développements au sein du groupe de contact et des initiatives de médiation engagées au niveau local. Sur le plan humanitaire, HD a travaillé de concert avec des ONG nationales et internationales et a identifié plus de 90 projets nécessitant un appui. L'organisation a également fourni des conseils pour la mise en place de ces projets.

L'organisation a aussi concentré ses efforts sur la ville de Benghazi en engageant le dialogue avec divers acteurs locaux afin de faciliter l'accès humanitaire à la cité. Ces efforts ont été déterminants dans l'ouverture d'un espace pour l'acheminement de l'aide humanitaire.

L'organisation a de la même façon soutenu les efforts internationaux de médiation en **Libye**, en établissant des contacts avec les principales parties au conflit de l'arène politique dans le but de



Une femme tunisienne remplit son bulletin de vote à Tunis le 21 décembre 2014, lors du deuxième tour des élections présidentielles.

© Reuters/Anis Mili

les aider à formuler leurs revendications et à s'engager de manière plus constructive dans les négociations de paix. HD a concentré ses efforts sur les groupes armés et les groupes politiques, et notamment la puissante alliance militaire al-Fajr (Aube de la Libye) qui n'a eu que peu de contacts avec la communauté internationale et peu d'exposition aux réalités internationales, mais dont la participation aux négociations de paix serait pourtant essentielle au développement d'un règlement politique durable. En 2015, HD a également apporté une attention toute particulière aux violents soulèvements qui ont eu lieu dans la ville de Benghazi, située à l'est du pays, mais qui n'ont que peu attiré d'action internationale en raison des problèmes d'accès et des combats en cours.

HD a effectué des visites régulières en Libye en 2015 et a maintenu une présence permanente dans le pays. En outre, au début de l'année, HD

a organisé, en Suisse, une rencontre entre les représentants du groupe al-Fajr et ceux de certains gouvernements occidentaux. Suite à cette dernière, des progrès ont été accomplis dans la clarification des revendications des responsables du groupe ; leur position vis-à-vis du processus de paix a également pu être réorientée de manière plus constructive. HD a noué des liens similaires avec les responsables et sympathisants de l'opération militaire al-Karama. L'organisation a aussi concentré ses efforts sur la ville de Benghazi en engageant le dialogue avec divers acteurs locaux afin de faciliter l'accès humanitaire à la cité. Ces efforts ont été déterminants dans l'ouverture d'un espace pour l'acheminement de l'aide humanitaire, et ont également mené au lancement de discussions sur un possible cessez-le-feu. Ces dernières ont abouti à l'organisation, en décembre, à Genève, d'une rencontre entre un grand nombre de représentants politiques, de la société civile et de l'aide

humanitaire de Benghazi et plusieurs gouvernements occidentaux. HD s'est également mis en relation avec le nouveau Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Martin Kobler, qui a pris ses fonctions à la fin de l'année ; cette initiative a contribué à ouvrir des perspectives de collaboration positives pour la suite.

Les répercussions de la crise libyenne ont été intensément ressenties chez son voisin, la **Tunisie**, où les défis sécuritaires posés par les attaques terroristes de 2015 ont menacé de défaire les progrès réalisés dans le cadre de sa transition démocratique. Suite au succès des élections de 2014, HD a organisé une série de consultations avec les partis politiques et des acteurs tunisiens clés afin de souligner la pertinence de l'initiative de la « Charte d'Honneur » pour les élections municipales et locales à venir.

En réponse aux attaques terroristes sur son territoire et aux violences en Libye, la Tunisie a en outre réinstauré l'état d'urgence. Grâce à ses contacts des deux côtés de la frontière, HD a pu jouer à plusieurs occasions un rôle essentiel dans l'apaisement des tensions le long de la frontière. ■



Les opérations de HD ont continué à prendre de l'ampleur sur le continent, notamment en Afrique de l'Ouest, tandis que sa marge de manœuvre politique et sécuritaire s'est réduite dans d'autres régions du continent. Après des mois de négociations, l'Accord d'Alger a été signé par le gouvernement du **Mali** au mois de mai, puis par une coalition rebelle au mois de juin. Cela n'a pas pour autant mis fin aux attaques contre les casques bleus. En revanche, cela s'est révélé être un tournant dans les activités de l'organisation, les acteurs nationaux et internationaux ayant décidé de soutenir ses initiatives d'assistance à la mise en œuvre de l'accord. HD a pris soin de s'assurer que ses activités restaient connectées aux priorités des principales parties prenantes telles que la MINUSMA. En parallèle, HD a rassemblé un large éventail de représentants de la société civile (parmi lesquels des femmes, des journalistes, des jeunes et des réfugiés) afin de les informer du contenu de l'Accord de paix. HD a organisé seize missions d'information relatives aux objectifs et au contenu de l'Accord d'Alger dans les régions contrôlées par les groupes armés du nord Mali ; par ailleurs, HD a engagé un dialogue intra religieux avec les dirigeants de différentes branches de l'Islam. L'organisation a également conseillé et formé les membres de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation (CVJR) au Mali, travaillant

à plusieurs occasions avec le CICR et le Bureau du Haut-Commissaire aux droits de l'Homme.

En parallèle, HD a continué à constituer des réseaux au sein des communautés nomades et pastorales de la région du **Sahel**. Ce projet a pour but de mettre en place une plateforme dont l'objectif est de stabiliser cette région extrêmement pauvre où les ressources naturelles sont très convoitées et qui est devenue un terreau fertile pour les groupes extrémistes et les entreprises criminelles. HD participe au renforcement des capacités de ces populations nomades du Sahel ainsi que des autorités locales des régions frontalières où elles circulent, à prévenir de possibles conflits. En 2015, HD a mis en place, au niveau national, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, trois réseaux de leaders communautaires ainsi que six réseaux au niveau local. Entre autres choses, ces réseaux ont notamment pour tâche de collecter des informations sur les activités de transhumance et les potentiels conflits qui y seraient liés, et de les transmettre rapidement aux chefs des populations nomades. En 2015, ces réseaux ont traité plus de 50 cas de conflits locaux entre communautés nomades et pastorales et en ont identifiés davantage. Les réseaux ont également confirmé que le nombre de conflits traités avait diminué par rapport aux années précédentes.

En République centrafricaine (RCA), en 2015, HD était au cœur des efforts menés pour reconstruire les institutions nationales.

Par ailleurs, HD a parcouru les zones frontalières de huit pays du Sahel à la rencontre de certaines des communautés les plus isolées de la région afin de conduire une étude pionnière sur les



Des casques bleus de l'ONU montent la garde devant un centre de vote tandis que la population fait la queue pour aller voter lors des élections présidentielles à Bangui, en République centrafricaine, le 30 décembre 2015. © Reuters/Media Coulibaly

perceptions locales des facteurs d'insécurité, de radicalisation et d'extrémisme violent. Ce projet d'étude a pour but de contribuer à l'élaboration de mesures non coercitives en réponse au phénomène de radicalisation. De plus, il vise à encourager une réorientation de la manière dont certains défis associés à la radicalisation, tel que le contrôle des frontières, la construction de l'État, le dialogue religieux et intercommunautaire, ou encore le développement, sont gérés dans ces régions.

En **République centrafricaine (RCA)**, en 2015, HD était au cœur des efforts menés pour reconstruire les institutions nationales. À la demande de la Présidente centrafricaine, Catherine Samba-Panza, HD a apporté son soutien au gouvernement dans le développement de stratégies de réconciliation et de reconstruction. Alors que la sécurité publique restait à la merci des milices

dans tout le pays, HD a organisé des sessions de dialogue sur le processus politique avec les partis politiques, la société civile, les dirigeants des groupes armés et la communauté diplomatique. Ces sessions avaient pour objectif de préparer le terrain en vue du Forum de Bangui qui s'est tenu en mai 2015 dans le but d'élaborer une stratégie de réconciliation et de reconstruction nationale. HD a prodigué des conseils aux autorités de transition à propos des recommandations mises en avant dans le « Pacte républicain », signé à l'issue du Forum et considéré comme une étape charnière dans le processus de stabilisation du pays. HD a également fait traduire le Pacte en sango (langue nationale de la République centrafricaine) afin de favoriser l'adhésion de la population à ce dernier. Suite à cela, le référendum constitutionnel et le processus électoral sont devenus une priorité dans le pays. HD a contribué à la traduction de la

Constitution en sango, a fourni un appui aux médias dans l'élaboration d'un code de conduite spécifique, et a formé les principaux candidats aux élections présidentielles aux techniques d'observation électorale.

L'organisation a notamment lancé une initiative visant à promouvoir le dialogue intercommunautaire dans l'État de Kaduna, au centre du pays, en s'inspirant de son expérience et des progrès réalisés à l'issue d'une initiative similaire menée dans l'État voisin de Plateau.

Coordonner une multiplicité d'acteurs a également représenté une dimension importante des activités de HD au **Sénégal**, pays dans lequel il s'efforce de résoudre le conflit dans la région de la Casamance, considéré comme étant le plus vieux conflit du continent africain. HD est intervenu en appui au gouvernement sénégalais et à trois des factions du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC) afin de structurer le processus de négociation. Les progrès ont toutefois été ralentis par le refus obstiné de l'une des factions à rejoindre la table des négociations. Pour tenter de mettre un terme à cette impasse, HD a rassemblé, pour la première fois en 2015, l'ensemble des organisations mandatées pour participer au processus de paix. HD a également organisé des rencontres avec les autorités de Guinée Bissau, pays voisin depuis lequel certains dirigeants du MFDC opèrent. L'organisation s'est également mise en relation avec les représentants de la diaspora casamançaise résidants aux États-Unis.

Tandis que le **Nigéria** tentait de contrer les frappes terroristes de Boko Haram et de conte-

nir les violences sectaires, HD a continué à développer ses activités dans le pays en 2015. L'organisation a notamment lancé une initiative visant à promouvoir le dialogue intercommunautaire dans l'État de Kaduna, au centre du pays, en s'inspirant de son expérience et des progrès réalisés à l'issue d'une initiative similaire menée dans l'État voisin de Plateau. L'équipe de gestion des tensions mise sur pied dans la ville de Jos dans l'État de Plateau s'est montrée efficace dans la prévention des flambées de violences et d'attaques de représailles en 2015. L'équipe a également géré plusieurs conflits intercommunautaires. Après des années de violences ethniques et religieuses ayant causé de nombreuses pertes en vies humaines ainsi que d'importants dégâts matériels dans l'État de Kaduna, HD a mené à son terme la phase préparatoire d'une initiative similaire dont l'objectif est de résoudre les conflits intercommunautaires. Des consultations avec les autorités étatiques, les chefs traditionnels et les leaders communautaires, ainsi qu'avec des groupes de femmes, de jeunes et des représentants de la société civile, ont été menées et ont d'ores et déjà permis de réduire la méfiance entre les parties prenantes et de recommander des actions à mener en 2016. En parallèle de son travail au niveau étatique, HD a collaboré de façon étroite avec la nouvelle administration se mettant en place autour du Président nigérian Muhammadu Buhari. À la demande d'organisations humanitaires internationales, l'équipe HD chargée des questions de médiation humanitaire a également exploré les possibilités de travailler avec les communautés affectées par le conflit avec Boko Haram. Pour ce faire, l'équipe prévoit notamment de se rendre au nord-est du Nigéria en 2016.

Contrairement aux progrès observés au Nigéria, le conflit au **Soudan** s'est poursuivi en 2015 et l'évolution dans le développement d'un processus de dialogue national inclusif a été lente. Dans ce contexte particulièrement difficile, HD a continué à faciliter le dialogue entre diverses parties

prenantes en vue de promouvoir un processus de dialogue national à la fois inclusif et crédible pour le pays. Le programme de médiation humanitaire de HD a lui aussi poursuivi sa collaboration avec les femmes nomades du réseau « Darfur Nomad Network » (le réseau nomade du Darfour) sur le développement d'approches à la résolution de conflits tribaux.

Au **Soudan du Sud**, le processus de paix a été mis en difficulté par la violation des accords et des cessez-le-feu par toutes les parties impliquées dans le conflit. HD a néanmoins continué à s'engager auprès des parties prenantes afin d'aider à la préparation d'une solution pacifique. HD a mobilisé des experts pour conseiller les parties sur des questions litigieuses telles que la mise en place d'un gouvernement de transition et la réforme de la Constitution.

En **Somalie**, HD a été mandaté par le Forum national du leadership (National Leadership Forum), créé au cours de l'année 2015 par le gouvernement fédéral et les dirigeants des États régionaux, dans le but de contribuer au développement d'une vision nationale sur certaines questions clés. HD a également reçu un mandat similaire du Forum national consultatif (National Consultative Forum), un organe dont la fonction est d'aider à préparer les élections nationales prévues pour le mois d'août 2016.

Au **Mozambique**, HD a continué à soutenir les médiateurs nationaux qui tentent d'éviter que la crise affectant les relations entre le Frelimo et Renamo ne dégénère en conflit ouvert. HD a notamment organisé des sessions de formation afin de renforcer les compétences des médiateurs nationaux en matière de communication et d'élaboration de stratégies. HD a aussi encouragé un dialogue plus large à travers le pays sur la question de la réconciliation, via le travail d'un forum réunissant des chefs religieux. ■



Depuis le début de ses activités en **Ukraine** en 2014, HD a tenté de réduire le risque que la crise ne se transforme en un « conflit gelé ». En 2015, le gouvernement de Kiev et les groupes pro-russes contrôlant la République populaire de Donetsk (RPD) et la République populaire de

Lougansk (RPL) ont fait quelques progrès dans la mise en œuvre des accords de Minsk de 2014, notamment quant à la séparation des forces en présence et à l'échange de prisonniers. Ils n'ont toutefois accompli que peu de progrès dans la résolution des principaux enjeux politiques et constitutionnels. Dans ce contexte, HD a centré ses efforts sur le soutien à la mise en œuvre du processus de Minsk.

Les demandes de consultations avec les principales parties au conflit reçues par HD démontrent qu'une certaine ouverture aux conseils venant de l'extérieur demeure.



Des prisonniers de guerre ukrainiens sont surveillés par un soldat de l'armée de la République populaire de Donetsk en attendant le prochain échange de prisonniers, non loin de Donetsk, en Ukraine, août 2015. © Reuters/Alexander Ermochenko

Les demandes de consultations avec les principales parties au conflit reçues par HD démontrent qu'une certaine ouverture aux conseils venant de l'extérieur demeure. Dans ce contexte, HD s'est efforcé de maintenir ouvertes d'autres voies de communication, afin de pouvoir discuter de questions d'intérêt commun. En soutien à cette approche, l'organisation a notamment lancé une étude sur les pertes économiques liées au conflit dans l'intention de fournir un point d'entrée à un dialogue sur le sujet en vue de rétablir les liens économiques entre les parties.

En 2015, les opérations de HD en Ukraine ont constitué l'un des volets d'un programme d'action plus large en **Asie centrale**. Ce programme vise à combler un vide au niveau des activités de prévention de conflits dans une région de plus en plus instable, exposée aux retombées de la crise ukrainienne, au faible prix des denrées, à des régimes politiques fragiles, et à l'influence grandissante des groupes extrémistes violents. HD a noué des liens avec des personnalités influentes de cinq pays d'Asie centrale (Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Turkménistan et Kazakhstan) afin d'identifier les problèmes de sécurité au niveau régional ainsi que les options stratégiques pour y faire face. Au cours d'une rencontre informelle à Genève, au mois d'août 2015, ce groupe de personnalités a convenu de développer un mécanisme de coopération transfrontalière dont la fonction sera de mobiliser un appui politique en faveur d'initiatives régionales de prévention des conflits. Les participants à la rencontre ont également convenu de l'organisation d'une nouvelle rencontre début 2016 ; l'objectif de la rencontre sera d'évaluer les progrès de leur travail de recherche sur les problèmes auxquels l'Asie centrale est confrontée ainsi que les prochaines étapes de leur collaboration.

Par ailleurs, HD a continué à suivre de près la situation de plus en plus instable dans la région des **Balkans**. En 2015, l'organisation a effectué une évaluation et produit un rapport sur la crise politique en Macédoine. ■



En 2015, HD s'est engagé dans la gestion de conflits en mer de Chine méridionale où les mesures prises par Beijing, pour y affirmer sa souveraineté et son contrôle, ont engendré une escalade des tensions entre la Chine, les pays voisins et les États-Unis. HD a organisé trois rencontres auxquelles ont participé des universitaires chinois ainsi que des universitaires et des représentants des autorités maritimes de trois autres pays ayant des revendications territoriales dans la région (le Vietnam, la Malaisie et les Philippines). Ces rencontres ont permis d'aboutir à un accord identifiant la nécessité de mettre en place un cadre provisoire pour la gestion des enjeux sécuritaires de la région. Les participants aux réunions ont identifié le « Code pour les rencontres imprévues en mer » (Code for Unplanned Encounters at Sea, CUES) déjà existant comme étant le protocole idéal à mettre en place dans la région ; ils ont en outre décidé d'organiser des rencontres régulières entre experts des quatre pays. Bien qu'un accord final sur un cadre de sécurité doive encore être trouvé, le CUES a déjà suscité une adhésion régionale plus large. Fin 2015, la Chine a approuvé la conduite de formations et d'exercices conjoints autour du CUES avec les États de l'ANASE, tandis que Singapour et la Malaisie se sont exprimés en faveur d'un élargissement du Code afin d'y inclure tout type de navires, en plus de la flotte militaire.

Dans le même temps, HD a réussi à maintenir la dynamique de plusieurs processus de paix en Asie du Sud-Est, alors même que différents enjeux politiques auraient pu bloquer ou faire échouer ces initiatives. Au **Myanmar**, les soupçons réciproques ainsi que la transition politique ont assombri les efforts du gouvernement visant à conclure un accord de cessez-le-feu national avec les groupes armés issus des minorités ethniques. Des 21 groupes armés, seulement huit ont finalement accepté de signer l'accord, tandis que les armées les plus importantes basées au nord du pays ont préféré rester en retrait. Les relations étroites que HD maintient avec et entre les groupes armés ont permis d'éviter leur rejet pur et simple de l'accord.

HD a réussi à maintenir la dynamique de plusieurs processus de paix en Asie du Sud-Est, alors même que différents enjeux politiques auraient pu bloquer ou faire échouer ces initiatives.

La transition politique, combinée à des inimitiés bien enracinées, ont également exclu toute avancée au sujet du statut à long terme de la minorité musulmane apatride de l'État du Rakhine au Myanmar. Toutefois, en collaborant avec les représentants de l'État de Rakhine ainsi qu'avec les leaders de la communauté musulmane, y compris les femmes et le milieu des affaires, HD a contribué à désamorcer les tensions. Dans la perspective des élections nationales du mois de novembre, HD a également pu faciliter un accord entre 14 partis politiques et 10 candidats indépendants sur un code de conduite qui a contribué à assurer la tenue d'élections pacifiques.



Le Président des Philippines, Benigno Aquino, et le Président du FLIM, Al-haj Murad Ebrahim, observent des armes lors d'une cérémonie de remise des armes et de démantèlement de combattants du FLIM, dans l'ancienne capitale, Simuay, dans la province de Maguindanao, au sud des Philippines, en juin 2015. © Reuters/Romeo Ranoco

Dans le cadre du contexte régional plus large, HD a organisé une série de rencontres auxquelles ont participé le Myanmar et ses voisins de l'ANASE. HD a contribué à l'élaboration d'un plan d'action régional visant à gérer l'exode massif et la traite illégale de la population musulmane. L'organisation a également établi une voie de communication discrète qui devrait s'avérer essentielle à une avancée future de la situation.

Aux **Philippines**, l'accord de paix de 2014 entre le gouvernement et le Front de Libération islamique Moro (FLIM) a fait l'objet de fortes pressions politiques suite à la mort, en janvier 2015, de 44 policiers des forces commando lors de violents affrontements avec des combattants Moro (y compris avec ceux du FLIM). Néanmoins, l'appui apporté par HD aux négoc

iateurs de paix et au médiateur malaisien a aidé ces derniers à rester concentrés sur la mise en œuvre de l'accord global sur le Bangsamoro, et a permis d'éviter une flambée de violence à Mindanao. En parallèle, à Sulu, l'organisation a travaillé à l'élaboration de stratégies de réduction de la violence en collaboration avec les communautés locales, et a ainsi contribué à la médiation de 16 conflits claniques, dont sept ont pu être résolus.

En **Indonésie**, HD a travaillé de près avec les communautés chrétiennes et musulmanes de la ville d'Amboine (Ambon), dans la province des Moluques, où les tensions et la méfiance entre les deux communautés les maintiennent dans un système de ségrégation quasi-totale qui accentue leur vulnérabilité aux débordements

violents. HD a notamment préparé et assuré la diffusion d'un document présentant les facteurs de conflit et les enjeux de la réconciliation entre les communautés, tout en s'efforçant de développer un réseau mettant en relation des organisations interconfessionnelles. HD travaille au renforcement de la capacité de ces organisations à désamorcer les tensions. Ces efforts se sont concrétisés, lors des sessions de dialogue organisées en 2015, par de premières interactions transcendant les clivages religieux. ■



Développements institutionnels

Les équipes financières et administratives de HD travaillent selon une approche flexible, orientée vers l'identification de solutions au service des activités opérationnelles de l'organisation. Ce faisant, elles ont assuré la pérennité de ces activités en observant des directives et contrôles rigoureux tout au long de l'année 2015. Cela a été réalisé tout en minimisant le coût de fonctionnement de ces équipes administratives et financières grâce à une diminution du ratio entre les frais généraux et les dépenses totales nettes. Ce pourcentage a été ramené à 22 % des dépenses totales de l'organisation en 2015. Le développement et le renforcement des systèmes de « reporting » financier ont contribué à cette diminution. Par ailleurs, le service des ressources humaines a continué

à encourager la stratégie de l'organisation visant à valoriser et garantir la diversité au sein de ses équipes, ainsi que de solides expériences et compétences. Le service a été soutenu dans ces efforts par les initiatives d'apprentissage en interne et d'examen collégial critique menées par HD ; celles-ci ont apporté de nouveaux éléments innovants pour le développement du personnel de l'organisation.

En reconnaissance de la contribution de l'organisation au domaine de la médiation, la Suisse, son pays d'accueil, a signé un accord de siège avec HD lui octroyant le statut d'« autre organisation internationale » et lui accordant de ce fait des privilèges et immunités spécifiques. Ceux-ci viendront renforcer la capacité de l'organisation à prévenir, atténuer et résoudre les conflits armés.

Le montant total des fonds en provenance des bailleurs a continué à augmenter en 2015 pour atteindre la somme de 27 millions de francs suisses. Cette somme reflète la demande dont le travail de HD fait l'objet, ainsi que l'efficacité de ses systèmes d'accompagnement qui lui permettent de soutenir cette croissance. En 2015, HD a poursuivi sa recherche de financements dit « de base » dans le but de garantir la pérennité de son développement et de l'impact de son action. Toutefois, la crise migratoire en Europe ainsi que d'autres contraintes ont limité les possibilités d'obtention de ce type de financements. ■



La Villa Plantamour, siège du Centre pour le dialogue humanitaire à Genève, en Suisse. © Centre pour le dialogue humanitaire

